



Présence du HCR en 2012

Nombre de bureaux	6
Effectifs totaux	83
Internationaux	11
Nationaux	46
JEA	1
VNU	19
Autres	6

Partenaires

Partenaires d'exécution

Organismes gouvernementaux :

Direction générale pour les réfugiés, Ministère des Affaires étrangères, du commerce et de l'intégration ; Bureau de l'Ombudsman

ONG :

Comité Permanente de Derechos Humanos, CONFIE, Cooperación de Mujer a Mujer, Fedarpom San Lorenzo, Federación de Mujeres de Sucumbíos, Fondo Ecuatoriano Populorum Progreso, Fundación Alberto Labaka, Fundación Ambiente y Sociedad, Fundación Nuestros Jóvenes, Fundación Tarabita,

Hebrew Immigration and Aid Society, Misión Scalabriniana, Oxfam Italie, Service jésuite des réfugiés,

Partenaires opérationnels

Organismes gouvernementaux :

Ministère de l'Intérieur, Ministère de la Justice et des Droits de l'homme, et Municipalités locales

ONG :

Conseil norvégien pour les réfugiés

Autres :

FNUAP, HCDH, OIM, ONU Femmes, ONUSIDA, OPS, PAM, PNUD, UNICEF

| Aperçu |

Faits marquants

- Le HCR a lancé une stratégie de solutions globales centrée sur la régularisation et l'intégration locale.
- Les interventions communautaires ont bénéficié aux réfugiés de même qu'aux communautés locales.
- Le HCR a réorienté sa politique sur les réfugiés en milieu urbain pour donner la priorité aux services de proximité et aux interventions relatives aux moyens d'existence.
- Un système renforcé de foyers-refuges a consolidé les activités pour juguler la violence sexuelle et sexiste.
- Les dossiers de plus de 1 600 réfugiés ont été présentés en vue d'une réinstallation dans des pays tiers.

Personnes relevant de la compétence du HCR

Fin 2012, l'Équateur abritait 55 500 réfugiés, dont plus de la moitié ont été reconnus comme tels pendant l'enregistrement renforcé réalisé en 2009 et 2010. Presque tous les réfugiés sont originaires de Colombie.

Type de population	Origine	Total	Nb pers. assistées par le HCR	% femmes	% < 18 ans
Réfugiés	Colombie	54 600	54 600	48	23
	Divers pays	900	900	35	8
Apparentés réfugiés	Colombie	68 300	-	-	-
Demandeurs d'asile	Colombie	14 400	14 400	48	29
	Divers pays	160	160	19	8
Total		138 360	70 060		

| Rapport sur les résultats de 2012 |

Réalisations et impact

Environnement de protection favorable

- En 2012, l'Équateur a reçu plus d'un millier de demandes d'asile par mois et est demeuré le pays d'Amérique latine à accueillir la plus forte population de réfugiés. Le nombre important de personnes arrivant dans le pays en quête d'asile a affecté le régime de protection internationale équatorien et a incité le Gouvernement à appliquer un nouveau décret sur les réfugiés, plus restrictif. Par conséquent, il est devenu plus difficile d'avoir accès à l'asile et près de 30 pour cent des demandes n'ont pas été acceptées, ce qui a créé un groupe croissant de personnes dépourvues de papiers.

Besoins de base et services essentiels

- L'arrivée continue de personnes ayant besoin d'une protection internationale (plus d'un millier de personnes par mois) a obligé le HCR à créer des abris pour les demandeurs d'asile dans les zones frontalières.
- Le HCR a redoublé d'efforts pour réduire les taux d'abandon dans l'enseignement primaire et secondaire, qui sont principalement la conséquence des brimades subies dans les écoles par les enfants colombiens relevant de la compétence du HCR.
- L'assistance humanitaire prodiguée sous la forme de bons alimentaires et non alimentaires a été coordonnée avec le PAM et d'autres partenaires. Une étude a confirmé l'impact positif de ce système sur la vie des individus qui ont besoin d'une protection internationale. Des groupes qui présentent des besoins spéciaux ont obtenu un soutien complémentaire apporté par un large éventail de partenaires du HCR. L'opération a par exemple soutenu 313 victimes de violence sexuelle et sexiste avec un réseau de cinq foyers-refuges situés dans l'ensemble du pays.

Processus de protection et documents adéquats

- La stratégie de solutions globales du HCR pour répondre à la situation de réfugiés prolongée en Équateur a donné la priorité à l'octroi aux réfugiés déjà reconnus de meilleurs documents d'identité et de possibilités de régulariser leur séjour au moyen d'un permis de résidence ou de la naturalisation.

Solutions durables

- Du fait du nouveau régime d'asile plus restrictif en Équateur, la réinstallation a pris de l'importance. Le nombre de candidats dont le dossier a été présenté en vue de la réinstallation a doublé, passant de près de 800 en 2011 à plus de 1 600 en 2012, dont 22 pour cent de femmes et d'enfants à risque.
- Avec ses activités de surveillance des frontières et de protection par la présence, le HCR a aidé les personnes en quête de protection internationale, alors que des projets communautaires à petite échelle encourageaient la coexistence pacifique. La coordination transfrontalière avec les bureaux du Haut Commissariat en Colombie, dont sont originaires presque tous les réfugiés présents en Équateur, a permis aux opérations d'obtenir des informations de première main sur le pays d'origine. D'après une étude réalisée par la Faculté latino-américaine de sciences sociales en Équateur, moins de 7 pour cent des réfugiés en Équateur sont intéressés par le rapatriement librement consenti.
- Étant donné que plus de 70 pour cent des réfugiés vivent dans les villes, le HCR a renforcé la mise en œuvre de sa politique sur les réfugiés en milieu urbain et a coopéré avec d'autres acteurs pour atteindre une population souvent dispersée. Les interventions communautaires de proximité ont resserré la communication avec les personnes en quête de protection internationale, afin d'ajuster les interventions avec précision et d'aider des cas individuels à obtenir un statut légal en Équateur. Grâce à l'attention accrue accordée aux projets relatifs aux moyens d'existence, 10 pour cent des réfugiés ont pu parvenir à des niveaux plus élevés d'autosuffisance.

Sécurité face à la violence et à l'exploitation

- Des procédures de détermination de l'intérêt supérieur de l'enfant ont été mises en place en coordination avec plusieurs partenaires de protection de l'enfant. Ces procédures ont été appliquées et un suivi a été organisé avec des institutions professionnelles pour 41 des 48 enfants non accompagnés ou séparés qui ont été recensés.
- De nouveaux efforts ont été déployés pour lutter contre la violence sexuelle et sexiste, qui touche un grand nombre de réfugiées. Un réseau de foyers-refuges financé par le HCR a amélioré les services proposés aux victimes. Les foyers ont également adopté une méthodologie commune pour lutter contre cette violence, et deux nouvelles résidences sont en construction.

- En Équateur, les réfugiés sont en butte à des niveaux élevés de discrimination. Pour améliorer la situation, le HCR a sensibilisé les journalistes et les autorités gouvernementales à ce problème. Ces efforts avaient aussi pour but de réfuter l'idée très répandue selon laquelle les réfugiés colombiens sont associés avec la violence et le commerce de la drogue.

Évaluation des résultats

En dépit du durcissement du régime d'asile, le HCR a pu surveiller la situation complexe de la protection le long de la frontière avec la Colombie et dans de grands centres urbains à travers le pays. Néanmoins, l'octroi d'une assistance humanitaire et d'une protection aux demandeurs d'asile est devenu plus difficile. Pour répondre à cette situation, le HCR a adopté de nouvelles méthodes de travail et de coordination des activités avec une palette élargie d'acteurs et de partenaires. En outre, le HCR a entrepris une étude sur l'impact des nouvelles normes d'asile plus restrictives sur la protection des réfugiés.

Même si des progrès ont été accomplis par rapport aux priorités stratégiques globales, comme l'enregistrement des réfugiés individuels et la poursuite de l'intégration sur place, beaucoup d'obstacles sont demeurés pour combler l'écart entre l'action locale et les politiques nationales afin d'améliorer la vie quotidienne des réfugiés. Il faudra affiner la stratégie de solutions globales pour le pays dans des domaines touchant à la naturalisation et la régularisation du statut.

Collaboration avec les partenaires

En Équateur, le HCR a collaboré avec 16 partenaires.

Le réseau de protection dirigé par le HCR comprenait le Conseil norvégien pour les réfugiés, le PAM, le FNUAP, le PNUD, le HCDH, l'OIM et des universités. La coordination interinstitutions et des missions conjointes ont aidé à répondre aux besoins dans la région de la frontière septentrionale, qui a été touchée par des inondations en 2012.

Contraintes

En Équateur, les questions relatives aux réfugiés sont souvent associées avec des problèmes de sécurité nationale. Les sentiments négatifs de l'opinion à l'égard des réfugiés et l'adoption du nouveau décret sur les réfugiés ont entravé l'accès à l'asile pour les personnes relevant de la compétence du HCR. De surcroît, le contexte régional reste complexe. Même si les pourparlers de paix entre le Gouvernement colombien et le groupe de rebelles des FARC ont fait naître l'espoir, des questions demeurent sur la faisabilité du rapatriement librement consenti. Le conflit colombien continue d'influer sur la sécurité dans la région septentrionale de l'Équateur.

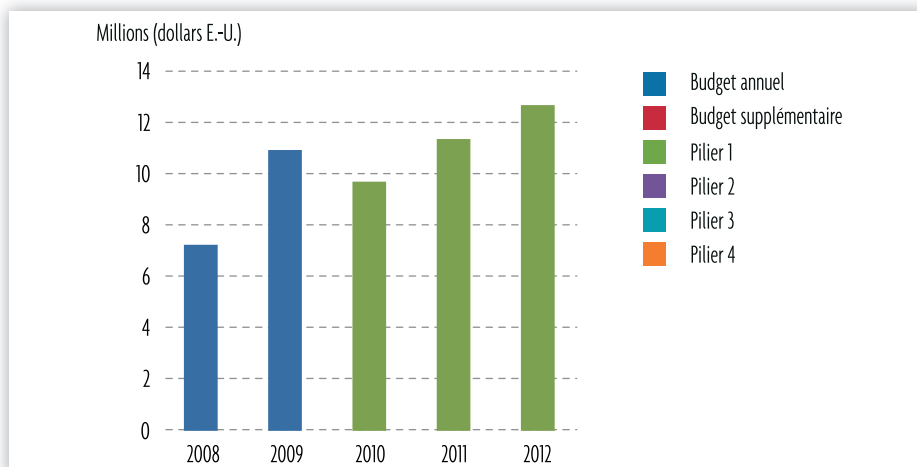
Besoins non satisfaits

- L'allocation d'assistance n'a pu passer de 80 dollars E.-U. à 100 dollars É.-U., ce qui a nui à environ 4 000 des réfugiés ou demandeurs d'asile les plus vulnérables.
- Les projets relatifs aux moyens d'existence comme les programmes d'emploi et les projets de microcrédit, n'ont pu être étendus, privant près de 10 pour cent de la population réfugiée d'un soutien à l'autosuffisance.
- Les services de proximité à l'intention des réfugiés urbains, considérés comme une priorité par le groupe permanent sur les réfugiés en milieu urbain, n'ont pu être étoffés. Il n'a pas été possible d'épauler le réseau de travailleurs communautaires avec de petites allocations, ce qui a compliqué ses activités.
- Le financement est demeuré limité pour poursuivre efficacement des stratégies de solutions globales, notamment les recommandations du groupe permanent sur les réfugiés en milieu urbain, l'autosuffisance et les moyens d'existence, l'intégration locale et la naturalisation.

| Informations financières |

Dépenses en Équateur | 2008-2012

En 2012, les besoins financiers du HCR en Équateur s'élevaient à 21 millions de dollars E.-U. et les fonds disponibles ont permis à l'opération de dépenser 12,7 millions de dollars E.-U. Étant donné le caractère limité des ressources en 2012, certaines charges ont été réduites grâce à des compressions de personnel ainsi que des mesures administratives opérées pendant l'année.



Budget, revenus et dépenses en Équateur | Dollars E.-U.

	PILIER 1 Programme pour les réfugiés	Total
BUDGET FINAL	21 100 405	21 100 405
Revenus issus des contributions ¹	3 479 504	3 479 504
Autres fonds disponibles / ajustements / transferts	9 213 589	9 213 589
TOTAL DES FONDS DISPONIBLES	12 693 093	12 693 093

VENTILATION DES DÉPENSES

Environnement de protection favorable

Instruments régionaux et internationaux	58 565	58 565
Droit et politique générale	306 266	306 266
Accès à l'assistance juridique et recours	414 616	414 616
Accès au territoire et risque de refoulement réduit	133 317	133 317
Attitude du public à l'égard des personnes prises en charge	462 330	462 330
Sous-total	1 375 094	1 375 094

Processus de protection et documents adéquats

Enregistrement et établissement de profils	636 105	636 105
Procédures de détermination du statut	820 247	820 247
Documents individuels	209 953	209 953
Sous-total	1 666 305	1 666 305

Sécurité face à la violence et à l'exploitation

Protection contre les conséquences du conflit armé	332 839	332 839
Violences fondées sur l'appartenance sexuelle (prévention et réponse)	1 301 062	1 301 062
Liberté de mouvement et réduction des risques de détention	58 565	58 565
Protection des enfants	494 918	494 918
Sous-total	2 187 384	2 187 384

Besoins de base et services essentiels

Santé	199 429	199 429
Santé procréative et services liés au HIV	91 362	91 362
Eau	134 408	134 408
Abris et infrastructure	412 921	412 921
Articles ménagers de base	232 768	232 768
Services destinés aux groupes ayant des besoins spécifiques	444 257	444 257
Éducation	1 086 556	1 086 556
Sous-total	2 601 702	2 601 702

Autonomisation et autogestion communautaires

Mobilisation communautaire	536 708	536 708
Coexistence avec les communautés locales	363 155	363 155
Autosuffisance et moyens d'existence	760 996	760 996
Sous-total	1 660 859	1 660 859

	PILIER 1 Programme pour les réfugiés	Total
<i>Solutions durables</i>		
Retour volontaire	143 833	143 833
Réinstallation	206 901	206 901
Sous-total	350 734	350 734
<i>Direction, coordination et partenariats</i>		
Coordination et partenariats	58 565	58 565
Relations avec les donateurs et mobilisation des ressources	127 681	127 681
Sous-total	186 246	186 246
<i>Appui à la logistique et aux opérations</i>		
Gestion des opérations, coordination et appui	1 057 831	1 057 831
Sous-total	1 057 831	1 057 831
Versements aux partenaires d'exécution	1 606 938	1 606 938
Total	12 693 093	12 693 093

Les revenus issus des contributions incluent des coûts d'appui indirect prélevés sur les contributions pour les piliers 3 et 4, les budgets supplémentaires et la réserve pour les "Activités nouvelles ou additionnelles - liées au Mandat". Les contributions affectées à tous les piliers sont incluses dans le Pilier 1.